3 avril 1981 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Discours de M. Valéry Giscard d'Estaing à Colmar, notamment sur le bilan de son action en faveur de l'Alsace en matière d'infrastructures et de développement industriel, vendredi 3 avril 1981.

Mes chers amis de Colmar, de Mulhouse, du Haut-Rhin et du Territoire de Belfort, me voici à nouveau chez vous, dans cette salle où, comme vous le rappeliez tout à l'heure, monsieur le maire, c'est la troisième fois que je viens, et je suis un peu un habitué de la salle des Catherinettes ! D'ailleurs, ensuite, en sortant, j'avais dîné chez certains d'entre vous, M. et Mme Bas, qui s'en souviennent, et c'était mon premier dîner chez les Français.
- Pendant mon septennat, je suis venu trois fois à Colmar. Aucun Président de la République n'est venu aussi souvent en Alsace depuis l'origine de la République.
- C'était à la fois pour moi un témoignage d'amitié pour les Alsaciennes et les Alsaciens, c'était aussi une manière de souligner l'importance de l'Alace pour la France, de cette Alsace que j'ai appelé la vitrine de la France sur le Rhin.
- Vous avez dit tout à l'heure, monsieur le président du conseil général, que vous aviez le sentiment que l'Alsace avait droit à quelque chose en plus. Mais c'est aussi parce que vous êtes capables de donner quelque chose en plus, et qui est toujours la qualité et la chaleur de votre accueil, comme aujourd'hui.\
Ce que je voudrais vous dire, puisque je suis venu déjà plusieurs fois chez vous, c'est d'abord que je demande à être jugé sur mes actes. J'ai pris dans cette salle deux fois des engagements, et vous rappeliez tout à l'heure, monsieur le maire, monsieur le président du conseil général, que ces engagements ont été scrupuleusement tenus.
- Je vous dirai ensuite quelles sont mes propositions pour la France, enfin quel est le sens pour moi de cette campagne `campagne électorale` que je vais conduire avec vous dans les semaines à venir. D'abord je demande à être jugé sur mes actes, parce que lorsqu'on est Président de la République pendant sept ans et que son mandat s'achève, on ne demande pas à être jugé sur de vaines paroles ou sur de fausses promesses, on demande à être jugé sur des actes.
- Les Alsaciens connaissent les engagements que j'ai pris envers eux. Ils peuvent retrouver dans les journaux de la presse régionale les discours que j'ai prononcés au-cours des séjours que j'ai faits en Alsace depuis sept ans, et l'un des discours les plus importants, vous vous en souvenez, a été prononcé ici, à Colmar, le 28 mars 1976. Comment ces promesses ont-elles été tenues ?\
Les infrastructures routières ont été engagées ou mises en-service dans les délais prévus, et notamment cette fameuse liaison Nord - Sud que l'Alsace attendait depuis si longtemps. Et moi qui ai participé, avec mes jeunes camarades et certains d'entre vous, à la libération de l'Alsace et de Colmar, dans l'hiver 1944 - 1945, quand ensuite nous avons franchi le Rhin, quelle n'a pas été notre surprise de voir qu'il y avait de l'autre côté du Rhin des infrastructures autoroutières dès cette époque. Lorsque j'ai été élu Président de la République en 1974, c'est-à-dire vingt ans plus tard, il n'y avait pas de structures autoroutières en Alsace. Il y avait donc un retard de trente ans à rattraper.
- L'axe Nord - Sud sera achevé dans les prochaines semaines entre Strasbourg et Colmar d'une part et entre Colmar et Pont D'Aspach d'autre part, et je suis heureux d'avoir appris de la bouche même du maire de Colmar que les collectivités locales concernées s'étaient mises d'accord sur le tracé de la déviation de Colmar.

tracé de la déviation de Colmar.
- Instruction va donc être donnée au ministère des transports, et notamment à l'Alsacien, ministre des transports `Daniel Hoeffel` pour que les procédures soient engagées sans délai, et qu'ainsi la A 35 puisse être réalisée dans le prochain septennat. Je pense au soulagement que cela représentera pour les riverains de ce grand axe, avec ce trafic considérable qui à l'heure actuelle traverse votre ville et en perturbe la vie quotidienne, comme vous me le disiez à l'instant.
- Le branche Colmar - Mulhouse de l'axe Nord - Sud sera achevée avant la fin de 1982. L'autoroute Mulhouse - Belfort - Besançon - Beaune, donne désormais au Haut-Rhin un débouché autoroutier direct sur l'Allemagne au nouveau pont de Molsheim et une liaison directe avec Lyon, le Midi et la Méditerranée.\
Les vallées vosgiennes et la moyenne Alsace ont bénéficié du régime d'aide aux investissements le plus favorable qui existe dans notre législation £ au-cours des deux dernières années, vous le savez, messieurs les conseillers généraux, 17 primes de développement régional ont été accordées, des contrats de pays ont été signés avec la Haute Vallée de la Bruch, le Val de Villé, Sainte-Marie-aux-Mines, le canton de Lapoutroie, la Haute Vallée de La Thur, le district de Saint-Amarin.
- Les crédits de constructions scolaires ont été majorés pour tenir compte de la situation particulière de l'Alsace et des besoins de sa nombreuse et vivante jeunesse. L'Institut international des transports a été ouvert à l'automne dernier à l'Université de Haute Alsace, et le ministère des universités vient de confirmer au maire de Colmar son accord pour ouvrir un troisième département à l'Institut universitaire de technologie `IUT` pour compléter la formation des jeunes Alsaciennes et des jeunes Alsaciens.
- Deux chartes culturelles ont successivement reconnu la vigoureuse personnalité culturelle de l'Alsace, et le contenu de ces deux chartes est conforme aux propositions faites par les élus régionaux. J'avais pensé un instant vous dire cette phrase en alsacien, mais j'avais peur que vous ne reconnaissiez mon accent auvergnat...
- Certes, en sept ans tous les problèmes n'ont pas été réglés, mais je vous fais juges : les engagements précis que j'ai pris envers les Alsaciens ont-ils été tenus ? Quel Président de la République a fait autant pour l'Alsace ?\
Je voudrais évoquer aussi le problème de l'avenir du bassin potassier dont vous m'avez dit un mot tout à l'heure, monsieur le président, et d'ailleurs j'aurais été heureux, si l'horaire de la journée le permettait, d'avoir sur ce sujet des conversations avec ceux qui vivent et qui travaillent dans le bassin.
- Il y a deux ans, vous vous souvenez, j'avais proposé que se réunisse une table ronde avec toutes les parties intéressées par l'avenir du bassin, élus locaux, fonctionnaires, dirigeants d'entreprises minières et chimiques, représentants du personnel. Je constate que cette table ronde a travaillé pendant plus d'un an dans un esprit particulièrement construtif et réaliste. Toutes les organisations syndicales et professionnelles ont participé activement à ses travaux et ont approuvé la plupart de ses conclusions. Grâce aux travaux de la table ronde, le prochain gouvernement pourra disposer d'un dossier solidement documenté pour prendre les décisions qui s'imposent en faveur du bassin potassier.
- Sur cet avenir, je ferai quant à moi trois propositions. Première proposition : il faut poursuivre l'amélioration de la desserte du bassin ainsi que la remise en-état des zones minières susceptibles de recevoir une nouvelle affectation. La table ronde a d'ailleurs émis sur ce point des suggestions intéressantes auxquelles il faudra donner une traduction concrète.\
Deuxème proposition : poursuivre l'exploitation de la potasse du sous-sol alsacien jusqu'à l'épuisement effectif du gisement, car nous n'avons pas en France beaucoup de ressources naturelles, et je n'arrive pas à comprendre et à croire que dans un monde où la plupart des ressources naturelles se valorisent, celles que nous avons la chance d'avoir ne puissent pas recevoir et trouver elles aussi des utilisations qui les valorisent.
- Le problème majeur est ici celui de la réduction des rejets de sel dans le Rhin. C'est un problème au regard des engagements internationaux de la France, et c'est un problème dont vous avez aperçu que nous avons réussi au-cours des derniers mois à éviter qu'il ne s'envenime.

Il y a encore un an le débat était très véhément avec certains des pays partenaires, l'Allemagne fédérale `RFA`, qui a toujours conservé à cet égard une attitude de compréhension, mais aussi les autres pays riverains, et notamment les Pays-Bas. Mais je vous dirai que c'est aussi, et même d'abord, un problème pour toutes les communes alsaciennes situées sur les bords du Rhin, en aval du bassin potassique, à commencer par l'agglomération de Strasbourg.
- Pour limiter ces rejets, la -recherche de la valorisation économique du sel est évidemment la solution la plus satisfaisante. C'est la conclusion à laquelle a abouti la table ronde, et c'est la raison pour laquelle le gouvernement français a proposé à ses partenaires la création dans le bassin potassique d'une saline internationale d'un million de tonnes. Comme vous le savez, cette proposition n'a pas été acceptée sur-le-plan international, et donc la question qui se pose aujourd'hui et que le prochain gouvernement devra trancher, est celle de savoir comment il est possible de rentabiliser une saline purement nationale sans créer des problèmes d'activité et d'emploi dans d'autres régions françaises.
- Il faut voir en effet qu'une saline nationale n'aurait pas tout à fait la même signification économique qu'une saline internationale dans laquelle les autres pays se seraient engagés à enlever les trois quarts de la producion. En dépit de déclarations sans doute un peu hâtives, personne ne propose à l'heure actuelle de créer un problème d'emploi ou d'activité en Lorraine ou dans d'autres régions françaises pour tenter d'en résoudre un autre en Alsace, et donc le prochain gouvernement aura à examiner ce dossier en priorité, à-partir des conclusions de la table ronde. Il prendra naturellement l'avis des élus alsaciens et de ceux des autres régions concernées. Mais je peux vous garantir que si cette analyse confirme, comme je le crois et comme c'est le sentiment des principaux responsables de notre industrie, qu'il existe une possibilité réelle d'utiliser le sel alsacien sans nuire à la vie de régions voisines, cette possibilité sera exploitée de la manière la plus large possible et dans les délais les plus brefs, afin d'assurer la continuité de l'exploitation potassique.\
Troisième proposition : il faut naturellement poursuivre la diversification industrielle du bassin potassique, comme le souhaitent d'ailleurs les représentants des travailleurs et des élus. Il faudra donc utiliser l'implantation en Haute Alsace des technologies de pointe, et notamment en utilisant le capital scientifique de l'excellente université de Haute Alsace, et c'est un des points qu'il faudra soumettre aux prochaines réflexions gouvernementales.
- Donc, vous le voyez, trois engagements : l'un concerne la réalisation de la déviation autoroutière, le second la solution d'urgence du problème de la poursuite de l'exploitation potassique, par l'adoption d'une formule réaliste en ce qui concerne l'utilisation et la commercialisation du sel alsacien, et enfin la diversification industrielle du bassin.\
Il y a quelques jours une honteuse profanation a détruit le monument aux martyrs de Thann. Permettez ici que pendant quelques instants le candidat cède la parole au Président de la République. Je voudrais dire au maire de Thann, à tous les Thannois et à tous les Alsaciens, que je me souviens de Thann qui a accueilli il y a deux ans le Président de la République, je me souviens de Thann et de la colline au-dessus de laquelle Saint-Thébault avait vu briller trois lumières.
- Eh bien n'en déplaise aux fanatiques, ces trois lumières, nous les voyons briller encore plus vives à Thann comme à Colmar, à Strasbourg comme à Paris. Ce sont les lumières de la liberté, de l'égalité et de la fraternité entre les hommes et entre les peuples !
- Ce sont les lummières du souvenir, de l'espérance et de la paix. Plus jamais la guerre, plus jamais la haine ! C'est ce pourquoi nous nous sommes battus il y a 36 ans, moi-même et mes camarades, sur le sol de l'Alsace, et c'est d'ailleurs pourquoi, monsieur le maire, l'Etat apportera sa contribution à la reconstitution du monument aux martyrs de Thann.\
Je demandais à être jugé sur des faits. Je veux maintenant que vous connaissiez mes objectifs pour l'avenir. Quand un Président de la République parle de ses objectifs pour l'avenir, il le fait naturellement à-partir de ce qui a été entrepris. Il n'a l'intention ni de nier l'effort du peuple français pendant sept ans, ni d'ignorer l'action des gouvernements successifs, soutenus d'ailleurs par des majorités parlementaires à l'Assemblée nationale et au Sénat, et c'est à-partir de ce que

les Français ont fait qu'il vous propose d'aller plus loin, d'abord en préservant certaines valeurs essentielles. Ces valeurs sont la liberté, la sécurité, la paix, et j'ajouterai ici en Alsace l'entente franco - allemande.
- D'abord la liberté. Vous dont les familles, pour les plus jeunes, dont vous-mêmes pour les plus anciens, vous avez l'expérience d'avoir été privés de la liberté, vous savez combien ce bien nous est essentiel, combien il fait partie de ce qui est le plus précieux pour les Françaises et pour les Français, et constatez avec moi que pendant les sept ans de ce septennat, nous avons maintenu intactes toutes vos libertés, et nous les avons protégées quand cela était nécessaire. Vos libertés seront maintenues.\
La sécurité : on vous l'a rappelé tout à l'heure, sécurité intérieure, sécurité extérieure. Y a-t-il vraiment une province qui ait été plus meurtrie que la vôtre par l'insuffisante sécurité de la France dans le passé à plusieurs reprises ? C'est pourquoi il était nécessaire, et c'était en réalité la première responsabilité du Président de la République, d'assurer comme je l'ai fait, et comme nous continuerons à le faire, la sécurité intérieure et extérieure de la France.
- Cette sécurité, nous l'avons organisée au service de la paix. Nous n'avons pas d'ambition de conquête, nous n'avons pas de revendications territoriales, nous n'avons pas de volonté d'impérialisme auxquelles nous voudrions assujettir les autres. Donc la force de la France, c'est une force pour la paix, et le Président de la République, dont on vous disait tout à l'heure avec bienveillance, mais peut-être aussi avec exactitude, qu'il participait à toutes les réunions, à toutes les rencontres des grands dirigeants de ce monde, sur un pied d'égalité, comme vous avez pu l'observer pendant tout mon septennat, le Président de la République française pour agir pour la paix ne doit jamais céder à la tentation de prendre une attitude polémique ou de menace lorsqu'il existe encore une chance de maintenir ouvert le dialogue pour la paix.
- Alors qu'on m'a tant critiqué, tant critiqué, vous l'avez lu, entendu, au-cours des dernières semaines, pour avoir fait des efforts en direction de la paix, efforts qui étaient évidemment réfléchis, calculés, vous imaginez que je ne suis pas parti à Varsovie `rencontre avec Leonid Brejnev` sur un coup de tête : pendant plusieurs semaines j'ai étudié, avec le ministre des affaires étrangères et les principaux responsables, l'utilité qu'il pouvait y avoir ou non à porter à la connaissance des hauts dirigeants soviétiques un certain nombre de faits ou un certain nombre de données dont il faudrait qu'ils tiennent compte dans leurs décisions futures. Eh bien si j'ai été critiqué pour le faire, lorsque j'en parle, partout, dans mes auditoires, - j'ai déjà rencontré plus de 40000 personnes - je m'aperçois que les Françaises et les Français souhaitent ardemment que continue l'action de la France en faveur de la paix.\
Enfin, je l'ajoute chez vous, le maintien de l'entente franco - allemande, pierre d'angle de la construcion de l'Europe. Le jour où se glisserait une mésentente entre la France et l'Allemange fédérale `RFA`, compte tenu de la difficulté des problèmes que nous avons à résoudre, sachez qu'il en serait fini de la construction de l'Europe. C'est la raison pour laquelle j'ai consacré tant de temps, tant d'efforts, dont d'ailleurs le sol de l'Alsace a été fréquemment le témoin, puisque nous y avons tenu beaucoup de nos rencontres à nouer avec le chancelier de l'Allemagne fédérale, mon ami Helmut Schmidt, des relations étroites et confiantes qui nous ont permis à plusieurs reprises d'aboutir au fait que la France et l'Allemagne, les grands ennemis d'hier, sur les grands sujets prennent des attitudes communes et quand il le faut résolvent ensemble les problèmes de l'Europe. Nous venons d'en donner un exemple, et dans le Haut-Rhin, grand département agricole.
- Je voudrais vous rappeler ce que sont les décisions qui viennent d'être prises à Bruxelles et ce qu'elles représentent et représenteront pour nos agriculteurs. Je le dis ici dans une région dont je connais la vocation agricole, je le dis aussi pour le Bas-Rhin parce que tout à l'heure, à Strasbourg, de façon à ne pas me répéter devant l'auditoire alsacien, je traiterai d'autres sujets, et donc je m'adresse à tous les agriculteurs d'Alsace.
- Quels étaient les quatre objectifs que nous avions fixés à notre délégation à Bruxelles ?
- Premier objectif, respecter la date officiellement prévue pour l'application des nouveaux prix agricoles, c'est-à-dire l'échéance du 1er avril. Je vous rappelle que pendant toutes les dernières années, et il y a de cela bien longtemps, on ne parvenait pas à un accord pour le 1er avril, et qui

années, et il y a de cela bien longtemps, on ne parvenait pas à un accord pour le 1er avril, et qu'
d'entre vous, je m'adresse aux dirigeants, aux parlementaires, qui d'entre vous connaissant les différences de chiffres, sachant que ce que la Commission proposait, il y a quelques semaines, c'était 7,8 % d'augmentation, et ce que la France jugeait indispensable c'était d'abord une augmentation à deux chiffres et ensuite une augmentation supérieure à 12 %, qui d'entre vous croyait que nous parviendrions à un accord pour le 1er avril ?
- Voyons, disons la vérité ensemble, personne ne le croyait, et il faut savoir que le fait de fixer les prix à leur date, lorsqu'il s'agit d'une augmentation de 12 %, et même exactement de 12,3 %, a son importance, parce que s'il y avait eu un retard, tout mois perdu correspondait à une réduction de 1 % du résultat pratique de la hausse, et notamment pour les produits animaux pour lesquels la hausse n'est pas ensuite rattrapable. Donc si nous avions attendu deux mois, si nous n'avions pas pu conclure, même avec une hausse de 12 %, son effet sur les prix agricoles de l'année, sur les revenus des agriculteurs, aurait été un effet de 10 et non pas de 12.\
Deuxième objectif difficile à atteindre et qui se heurtait, vous le savez très bien, à la résistance du milieu agricole de l'Allemagne fédérale, c'était d'obtenir le démantèlement de ce qu'on appelle, mais les agriculteurs le connaissent très bien, les montants compensatoires monétaires positifs. Ils étaient de 9,8 pour le lait et ils étaient de 8,8 pour les autres produits, cela voulait dire un avantage de concurrence. Quand nos industriels, quand nos coopératives laitières avaient à vendre du fromage ou du beurre, ils avaient un désavantage concurrentiel de 9,8 % par-rapport aux prix de la production allemande.
- Eh bien, nous avons réussi à ramener ces montants compensatoires à 3,2, ce qui veut dire qu'ils seront supprimés l'année prochaine et qu'à l'heure actuelle l'écart rend à nouveau notre prodution laitière et fromagère compétitive avec la production de l'Allemagne fédérale, résultat qui n'avait pas été obtenu depuis 1973, et quant aux montants compensatoires monétaires des pays du Bénélux ils seront réduits à zéro.
- Enfin, le niveau des prix, la hiérarchie des prix. Vous savez que la commission proposait 7,8, et vous savez que nous avons abouti à 12,3 avec une hiérarchie particulièrement avantageuse pour des productions qui sont importantes et qui ont souffert en 1980, je veux dire les productions animales, bovines, laitières. J'ai d'ailleurs demandé au ministre de l'agriculture `Pierre Méhaignerie`, que je recevais avant de partir pour Colmar, de faire le nécessaire pour que toutes ces dispositions puissent entrer en application à-partir de lundi prochain.\
Enfin, quatrième objectif : c'était le rejet absolu de la super taxe laitière car elle était inadaptée à la situation de la France et elle aurait pénalisé seulement nos producteurs, en-particulier nos petits producteurs. Cette super taxe laitière a été, vous le savez, écartée et même retirée par la commission de Bruxelles.
- Je voudrais que vous sachiez, dans un moment où on entend volontiers dénigrer ici ou là l'action du Président de la République avec une singulière ignorance des difficultés du moment, que ces résultats ont été difficiles à atteindre, qu'il a fallu se battre pour les obtenir, et je prends à témoin, à l'heure actuelle, la presse internationale qui, dans la presse britannique, dans la presse danoise, indique que ces résultats n'auraient pas dû, en réalité, être acceptés par nos partenaires et que s'ils l'ont été c'est à cause de l'insistance qu'a apportée la délégation française et on ajoute de l'insistance personnelle du Président de la République, parce qu'au-cours de nos deux dernières rencontres franco - allemandes, l'une à Blaesheim dans le Bas-Rhin, l'autre à Maastricht avec le président fédéral, je dois vous dire que c'est un des sujets dont nous avons discuté et que c'est à ce moment-là que nous nous sommes mis d'accord pour rechercher ensemble, pour nous soutenir et pour parvenir à un accord pour le 1er avril.
- Naturellement, cet accord ne règle pas tout et je vous indique que nous continuerons à surveiller l'évolution du coût des produits nécessaires à l'agriculture pour assurer le parallélisme entre l'évolution des prix de vente des agriculteurs et du coût des produits qu'ils achètent.\
Je voudrais, maintenant, pour conclure, vous parler du sens politique de ma campagne `campagne électorale` parce qu'une campagne, pour une élection présidentielle, je ne voudrais pas que l'on croie, je ne voudrais pas que l'on sente que c'est la campagne personnelle de quelqu'un qui a, soit un très grand intérêt, soit un très grand désir personnel de se voir

renouveler son mandat, tel n'est pas mon -état d'esprit et, d'ailleurs, vous le savez bien, ce que je -recherche c'est d'assurer la victoire du bon sens et de la raison en France, et je vous dirai que dans l'élection présidentielle je crois que l'enjeu est encore plus important pour vous que pour moi parce qu'en réalité c'est l'orientation que prendra votre vie et la vie de notre pays au-cours des sept prochaines années et nous vivons dans un monde où les risques et les périls ne nous serons pas épargnés.
- C'est pourquoi je souhaite que cette campagne éclaire le choix des Français et les éclaire pour eux-mêmes et pas seulement dans la désignation de ce personnage qui est un personnage important dans l'Etat, mais qui, de toute façon, doit agir, travailler et vivre avec l'ensemble de toutes les Françaises et de tous les Français.
- Donc, ma campagne, et vous l'observez, vous le constatez, vous le vérifiez, sera une campagne positive pour construire l'avenir de la France, et non pas une campagne négative dirigée contre les autres candidats qui ont chacun à exposer librement, démocratiquement et dignement leur propre programme.
- Je ne ferai rien, je ne dirai rien qui puisse compromettre l'unité de la majorité car, je vous mets en garde, la division de la majorité, c'est le risque sans le changement et je tiendrai aussi le langage de la clarté et de la responsabilité.\
Il faut que le 26 avril, quand vous voterez une première fois, le 10 mai quand vous voterez une deuxième fois, il faut que pour chacune et chacun de vous, les plus anciens qui ont naturellement l'expérience de la politique, les plus jeunes qui vont s'exprimer, se prononcer pour la première fois, il faut que tout soit clair, il faut que tout soit compréhensible, il faut que vous sachiez exactement où vous allez, il n'est pas possible, ni pour le premier tour, ni pour le deuxième tour, que les candidats ne tiennent pas un langage aussi clair que sera clair le geste attendu de chacune et de chacun d'entre vous qui est de choisir et de choisir une seule solution.
- C'est pourquoi je tiendrai le langage de la clarté et de la responsabilité dans un temps de difficultés et de menaces, je veux éviter aux Français le changement vers l'inconnu qui serait aussi le changement vers le pire, parce qu'une grande partie de la campagne électorale, telle qu'elle se déroule jusqu'ici, cherche à vous persuader qu'il y a au fond une situation qui est la situation actuelle et que toute autre situation serait meilleure alors que la vérité, pour ceux qui connaissent les difficultés de notre pays, c'est qu'hélas ... hélas ... il y a beaucoup de situations qui seraient pires et qui, notamment, seraient pires sur-le-plan du chômage, sur-le-plan de la hausse des prix sur-le-plan du déficit.
- Si je le dis, ce n'est pas une invention de ma part, c'est parce qu'il n'y a qu'à regarder autour de nous, et vous trouverez des pays qui n'ont pas comme la France, à l'heure actuelle, de-l-ordre de 7 % de demandeurs d'emploi mais qui ont jusqu'à 10 % et davantage, des pays voisins de la France dans lesquels la hausse des prix en Europe n'est pas, comme la nôtre, comprise entre 12 et 13 %, ce qui est trop, mais des hausses de prix voisines ou dépassant 20 %, et vous trouverez des pays qui ont un déficit dont ils ne pourront plus se sortir parce que lorsqu'on atteint un déficit budgétaire de 10 % de sa production nationale, comment voulez-vous qu'on rétablisse jamais l'équilibre ?
- Il faut donc que les Françaises et les Français sachent qu'il ne faut pas comparer la situation actuelle à des situations qui seraient nécessairement meilleures ou plus favorables, mais qu'il faut aussi la comparer, hélas, à des situations qui seraient plus angoissante, plus dangereuses, qui seraient pires et c'est pourquoi je ne veux pas, le 10 mai, que les Français risquent de choisir le changement vers l'inconnu.\
Mes chers amis, ce que je -recherche dans cette campagne `campagne électorale` vous le trouvez tout naturellement en Alsace. Vous avez en effet la tradition d'une vie locale, municipale, départementale, régionale dans laquelle vos habitudes sont semblables à celles qui me guident dans cette campagne, c'est-à-dire de rechercher à tout instant l'alliance du bon sens et du coeur. Le bon sens pour éclairer vos décisions car vos décisions doivent être, dans une période comme la période actuelle, des décisions de bon sens et en même temps le coeur pour qu'il y ait un élan dans vos décisions et pour que la France, qui abordera son nouvel avenir à-partir du 10 mai

prochain, le fasse avec confiance dans elle-même, le fasse avec chaleur dans ses relations fraternelles et donne ainsi à l'Europe et au monde un exemple de courage, de sécurité, de progrès et de paix.
- Vive Colmar ! Vive le Haut-Rhin ! Vive l'Alsace ! Vive la France !
- Et maintenant où je vais vous quitter de façon à tenir comme vous le voyez, scrupuleusement l'horaire de nos réunions et je sais d'ailleurs qu'à 7h30 la plupart d'entre vous ont besoin de regagner leur domicile et leur foyer, je vous demande, en vous quittant, de m'apporter votre soutien dans cette campagne, je ne veux pas faire une campagne solitaire, je veux faire une campagne avec tout le peuple français, avec toutes les Alsaciennes et les Alsaciens. Merci, à bientôt.\